

C'est-à-dire lord Beaverbrook,

... que le gouvernement britannique désirait savoir si les dominions étaient prêts à collaborer avec lui et à collaborer entre eux comme unité, et, le cas échéant, jusqu'à quel point ils étaient prêts à souscrire à une ligne de conduite fondamentale. Si l'on pouvait établir un commun dénominateur, alors nous pourrions nous entendre avec les Américains, puis avec les Russes et ensuite avec le reste de l'univers.

Voilà, à mon sens, l'attitude à prendre. Mais l'article poursuit:

Mais les représentants du Canada et de l'Australie sont venus à Londres et ils ont soutenu qu'il y a lieu de développer les routes aériennes pour le bien commun sous les auspices d'un organisme international qui serait également chargé de maintenir la paix. Ils persistèrent à soutenir cette thèse longtemps après que lord Beaverbrook l'eut sur un ton d'impatience, rejetée comme impraticable.

L'article déclarait que la Grande-Bretagne était tout aussi internationaliste dans sa politique aérienne que les autres pays, et les représentants des dominions eurent tôt fait de constater qu'il serait difficile d'établir une ligne de conduite commune. Le ministre nous dit qu'il y avait entente générale. Ce n'est pas tout. L'article ajoute:

Le Canada, l'aîné des dominions, présente un problème spécial et, à plusieurs points de vue, le plus sérieux de tous.

Parmi les plus importantes déclarations, je trouve toutefois la suivante:

Certains Britanniques relèvent une anomalie dans l'attitude du Canada à l'égard de ses partenaires du Commonwealth. Le gouvernement libéral de M. Mackenzie King favorise l'abandon de la régie de l'aviation civile internationale à un organisme international intimement lié à un organisme de sécurité mondiale. Pourquoi alors refuse-t-il d'associer son programme aérien à celui de l'Empire que même les Sud-Africains, malgré leurs instincts séparatistes traditionnels, reconnaissent toujours comme l'unité de beaucoup la plus vaste et la plus influente dans les affaires mondiales?

Malgré tout, le ministre prétend qu'il y a une "entente générale".

Voici enfin ce que l'article contient au sujet de l'accord:

Il n'en est pas moins clair que son projet (de lord Beaverbrook) d'assurer une politique commune à tout l'Empire en est arrivé, — temporairement du moins, — à une impasse. Pour employer les mots du haut fonctionnaire du Foreign Office: "La conférence a convenu de ne pas établir de politique commune".

Comment pourrait-on faire autrement quand le membre aîné du Commonwealth refuse d'emboîter le pas et favorise un organisme mondial? Mais le ministre et le Gouvernement ne sont pas les seuls en cause. Ils ont avec eux des membres de notre fédération du commonwealth coopératif. L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre a dit en effet le 20 mars, comme en fait foi le hansard:

Au nom du groupe auquel j'appartiens, je m'empresse de dire que nous accueillons avec plaisir la déclaration faite vendredi par le ministre des Munitions et approvisionnements.

Le même jour, le hansard nous rapporte les paroles suivantes du chef du parti C.C.F., l'honorable député de Rosetown-Biggar:

Dans le domaine de l'aviation civile, nous devons avoir une convention, une administration et une régie internationales. Je voudrais que le monde aille encore plus loin dans ce sens. J'aimerais voir une compagnie aérienne internationale appartenant au monde entier.

Et, plus loin:

J'accueille donc avec plaisir ce pas en avant.

Ainsi donc, l'union des partis C.C.F. et libéral est encore une possibilité. Il est vrai que le parti libéral, il me semble, relance les C.C.F. sur le terrain des principes socialistes.

M. GRAYDON: L'honorable député est-il convaincu que l'union n'existe pas déjà?

M. HLYNKA: C'est l'opinion de Clarence Streit. Ils semblent se diriger du même côté et s'être engagés presque dans la même voie, du moins dans le domaine international.

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre a cité lord Bennett à l'appui de la proposition du Gouvernement. Qu'on me permette de signaler les vues les plus récemment exprimées par cet homme d'Etat à la Chambre des lords britanniques:

A moins que notre pays n'admette l'importance de l'air, comme substitut de l'océan pour le maintien de notre prestige et de la place importante que nous occupons dans l'univers, nous cesserons d'être au nombre des grandes puissances. C'est une affirmation grosse de conséquences, mais j'y crois et j'y crois fermement.

Encore plus récemment, le 29 mars, les journaux nous citaient une dépêche de Londres, qui attribuait les paroles suivantes à lord Bennett:

Pour nous maintenir, il faut que notre politique étrangère soit celle de tous les dominions comme la nôtre propre.

Puis au cours d'un débat qui a duré toute une journée à la Chambre des communes d'Angleterre en juin dernier, sir Archibald Sinclair, secrétaire d'Etat pour l'air a fait la remarque suivante, et le Gouvernement devrait en prendre note:

Après le conflit, nous serons de deux choses l'une: soit une petite île de quarante-cinq millions d'habitants dans un monde dominé par les grands Etats-Unis d'Amérique, dont la population est de 130 millions d'âmes, et par une grande Union soviétique, dont... la population... atteindra peut-être le chiffre de 200 millions; ou nous serons dans cette situation ou bien nous serons le centre d'un grand empire relié par nos routes aériennes, toutes les affaires de cet empire se trouvant simplifiées par le fait de la possibilité pour les ministres et les hauts fonctionnaires de se déplacer facilement et rapidement d'une partie de l'empire à l'autre.